

dollar se stabiliser finalement à un cours un peu plus élevé qu'il ne l'était. Cela permettra une nouvelle liberté d'action, si tant est que le gouvernement ait recours à l'action. Un certain mouvement d'expansion serait certainement souhaitable, mais nous nous trouvons ici obnubilés par le voile d'une activité apparente.

La raison pour laquelle le dollar ne devrait pas monter plus haut, c'est que les membres du gouvernement ont déjà pris certaines mesures qui décourageront les vastes apports de capitaux. L'une, c'est le Livre blanc sur les industries minières et pétrolières, dont les prévisions dignes de confiance démontrent que l'argent nécessaire à la recherche du pétrole qui entre dans le pays sera réduit de 50 p. 100 au cours du deuxième semestre de cette année. A la suite du Livre blanc, l'industrie minière sera également durement frappée et il est peu probable qu'elle attire un grand flot d'argent. Quant aux ventes de pétrole, nous les avons limitées de façon à éviter des sorties trop considérables.

En ce qui concerne les produits du bois en Colombie-Britannique et dans les autres régions du Canada, les mises en chantier d'habitations aux États-Unis semblent démontrer qu'il ne faut pas compter sur un grand volume d'exportation de ces produits dans l'avenir immédiat. Il faut tenir compte du nationalisme toujours plus virulent de certains de nos ministres qui ont parlé de placer des barrières électroniques sur le 49<sup>e</sup> parallèle. Tout cela n'aide pas à susciter la confiance et ne promet guère de liberté d'action pour l'argent qui entre au Canada.

Ce dont le Canada a besoin maintenant, c'est de voir instaurer une politique de plein emploi pour contrebalancer la menace redoutable de la concurrence étrangère. Qu'on ne brandisse plus les menaces du Livre blanc à l'égard des industries primaires. Le blé de l'Ouest tend à devenir plus onéreux à cause de ce mouvement de libération du dollar et, par conséquent, il sera donc plus difficile à vendre. Une aide dans ce domaine ne serait certainement pas de trop. Le ministre a affirmé dimanche que l'on consentirait certains ajustements pour aider les agriculteurs. Quels ajustements?

On aurait certes dû annoncer en même temps l'aide à la lutte contre la baisse du prix des céréales. Que le gouvernement opère maintenant un redressement rapide, car il ne devrait pas vaciller encore lorsqu'une décision rapide est impérieuse.

C'est peut-être la dernière chance du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. S'il ne déchiffre pas bien l'économie cette fois-ci, nous pourrions fort bien nous acheminer vers une crise désastreuse. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous ne voulons pas que cela se

produise même si un autre parti est au pouvoir. Si les économistes qu'écoute le ministre commencent à faire des pronostics plus exacts, il sera possible alors de maîtriser la dangereuse spirale inflationniste. Alors nous applaudirons tous.

**M. John Burton (Regina-Est):** Monsieur l'Orateur, ce soir, nous assistons à un très curieux spectacle: un débat qui a déjà duré environ trois heures et quart sur un événement très important à l'égard des politiques financières de notre pays, annoncé dimanche par le ministre des Finances (M. Benson). Jusqu'à maintenant, il a eu toutes les occasions de participer au débat. Sauf erreur, il a toujours l'intention de le faire. A mon avis, même s'il voulait en réalité tâter le terrain et savoir ce qu'allaient dire les députés de l'opposition avant de répondre, il devrait s'être fait maintenant une idée suffisante de la thèse adverse pour pouvoir maintenant participer au débat. Je remarque qu'il marchait de long en large derrière les rideaux comme un tigre de papier, et des deux côtés de la Chambre, mais jusqu'à maintenant il n'a pas soufflé mot.

A mon avis, il est d'une extrême importance que le ministre des Finances nous parle de certains points très importants soulevés au cours du débat. Je ne veux pas revenir sur certaines discussions engagées ce soir à propos de qui a fait ou n'a pas fait telle ou telle chose dans le passé. Il me suffit de permettre aux libéraux et aux conservateurs d'ergoter sur leurs anciens péchés par action et par omission. Il devrait suffire maintenant de souligner quelques-uns des facteurs qui influent profondément sur l'économie canadienne et son développement et dont il faut tenir compte à l'heure actuelle.

Le taux du change est fixe depuis 1962. Depuis lors, notre économie a évolué. Nous avons vu l'influence de la guerre du Vietnam. Celle-ci a eu des répercussions inflationnistes aux États-Unis ainsi qu'au Canada par suite de nos liens sans cesse plus nombreux avec l'économie américaine et du contrôle grandissant de notre économie par les capitaux et intérêts américains. Depuis quelques années, il devient de plus en plus difficile de maintenir une politique économique indépendante au Canada par suite de certaines attaches au niveau des sociétés, y compris dans nos industries pétrolières et gazières, et dans nombre de succursales au Canada, pas forcément du point de vue de l'exploitation canadienne la plus efficace, mais du point de vue des intérêts des sociétés à caractère international ou multinational. Cela suppose donc certaines choses pour ce qui est de la rationalisation de notre industrie, qui s'impose vraiment, et au sujet de laquelle le ministre de l'Industrie et